

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ile-de-France

16, place de l'Iris
Tour CB 21
Paris la Défense
92400 Courbevoie

Références : IC-R/274/25-AL/SL
Code AIOT : 0005106546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France implanté rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ile-de-France
- rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Liancourt-Saint-Pierre a été autorisée à étendre ses activités par arrêté préfectoral du 08/12/2016. Cette extension porte sur l'exploitation de 10 casiers pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de réception des premiers déchets.

Les conditions d'exploitation de l'installation ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020. Cet arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2016.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 12
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PC 2 : Exploitation de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	PC 3 : Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63	Demande d'action corrective	30 jours
5	PC 5 : Conditions de rejets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63	Demande d'action corrective	30 jours
6	PC 6 : Dispositions diverses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	PC 10 : Exploitation de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : Exploitation de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
4	PC 4 : Traitements des effluents	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63	Sans objet
7	PC 7 : Dispositions diverses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
8	PC 8 :	Arrêté Ministériel du 15/02/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Exploitation de l'installation	article 33 VIII	
9	PC 9 : Exploitation de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le dossier de réexamen ne contient pas l'ensemble des éléments permettant de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 15 février 2016, référentiel pour le réexamen de la réglementation IED.

Cette visite d'inspection a permis de contrôler les points manquants.

L'exploitant devra notamment compléter son plan de défense incendie sur les points mis en évidence dans les points de contrôle correspondants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques en cours d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mentionne par courrier du 11 juillet 2024 que le suivi de la consommation d'eau est prévue par l'article 10.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020 et que le volume d'eau consommé sera reporté dans le rapport annuel d'activité.</p> <p>Le rapport annuel d'activité 2024 du site présente la consommation en eau. Elle était de 152 m³ pour l'année 2024.</p> <p>Lors de la visite du 5 juin 2025, l'exploitant a précisé que l'eau n'est utilisée que dans le cadre d'un usage sanitaire. L'activité de stockage de déchets ne nécessite pas d'utilisation d'eau. Néanmoins, de l'eau à usage industriel peut être utilisée pour des usages secondaires tels que le nettoyage des engins, l'entretien des espaces verts ou le nettoyage des pistes.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : Exploitation de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles périodiques en cours d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. <p>Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mentionne par courrier du 11 juillet 2024 que la consommation d'énergie est suivie par le site et sera reporté dans le rapport annuel d'activité. Ce rapport précise les quantités de biogaz torchées et les quantités de biogaz valorisées en énergie électrique. Ces données sont également reportées dans la déclaration GERE. Ainsi, en 2024, le site a valorisé 95% du biogaz capté :</p> <ul style="list-style-type: none"> -4 939 416 Nm³ de biogaz valorisés sur le moteur ; - 275 000 Nm³ de biogaz relayés sur la torchère utilisée en secours lorsque les équipements de valorisation sont en maintenance. <p>La production électrique injectée dans le réseau en 2023 était de 5 782 362kW/h, en 2024 elle était de 7 158 488 kW/h.</p> <p>La visite du 5 juin 2025 a permis de constater que le biogaz est valorisé sur site ou brûlé via la torchère.</p> <p>Le biogaz est capté dans les casiers de l'installation.</p> <p>Dans le rapport annuel d'activité de l'année 2024, il y est mentionné les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -> électricité produite par le moteur de valorisation : 7 158 488 kW/h ;

<p>-> énergie thermique consommée par le moteur de valorisation : 6 709 300 kW/h ;</p> <p>-> volume de biogaz valorisé : 1 117 141 Nm³ ;</p> <p>-> temps de fonctionnement du moteur de valorisation : 7 890 h ;</p> <p>-> temps de fonctionnement de la torchère : 657h.</p> <p>Un écart apparaît entre la déclaration GEREPE des activités 2024 qui rend compte de 4 939 416 Nm³ de biogaz valorisé et le rapport annuel 2024 qui rend compte de 1 117 141 Nm³ de biogaz valorisé. Il en est de même sur le temps d'utilisation de la torchère (710h dans la déclaration GEREPE 2024 contre 657h dans le rapport annuel).</p> <p>Absence étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation compte tenu de la valorisation effective du biogaz capté dans les casiers de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif n°1 : L'exploitant justifiera les écarts entre sa déclaration GEREPE au titre de 2024 et le contenu de son rapport annuel pour ce qui concerne le volume de biogaz valorisé et le temps de fonctionnement de la torchère. Il corrigera en conséquence le rapport annuel et/ou la déclaration GEREPE au titre de 2024, et s'assurera de la cohérence des chiffres portés dans les prochain(e)s rapports annuels et déclarations GEREPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : PC 3 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Renvoi à l'article 4 de l'AM 02/02/98</p> <p>II.[...]</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Constats :

D'après l'exploitant, le site dispose de 3 bassins tampons étanches :

-> EP 1 : 12 500 m³ ;

-> EP 2 : 2 040 m³ ;

-> EP 3 : 2558 m³.

Ces bassins récupèrent les eaux de ruissellement du site qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets. Les eaux stockées dans ces bassins sont rejetées par bâchées dans des bassins d'infiltrations :

-> BI 1 : 7932 m³ ;

-> BI 2 : 1000 m³ ;

-> BI 3 : 3000 m³.

Les eaux de voiries des accès PL et des parkings VL transitent avant rejet par 7 séparateurs hydrocarbures.

Le site a rejeté, en 2024, 26 003 m³ dans les bassins d'infiltration du site.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le plan topographique du site daté du 17 janvier 2025. Or ce plan ne fait pas apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).

Non-conformité n°1 (fait modéré) : L'exploitant ne dispose pas d'un schéma de tous les réseaux de collecte, ni d'un plan des égouts, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté, ni d'un plan des réseaux d'alimentation et de collecte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°1 : il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan des réseaux d'eau de son site sous 30 jours, faisant apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : PC 4 : Traitements des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63
Thème(s) : Risques chroniques, Traitements des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Renvoi à l'article 19 de l'AM 02/02/98 (al 1 à 5)</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la récupération des lixiviats dans les zones dites LSP1 et LSP2 se fait gravitairement vers le bassin de lixiviats de 2 400 m³. Les lixiviats de la zone dite LSP3 sont envoyés via une pompe dans le bassin de lixiviats de 2 400 m³.</p> <p>Les lixiviats sont traités in situ par une plateforme mobile de traitement des lixiviats. Le traitement est effectué dans une station de traitement mobile par ultrafiltration puis osmose inverse. Le concentrat recircule dans les casiers et le perméat est stocké dans un bassin de 8 500 m³ puis évaporé via un évaporateur qui utilise la chaleur de l'unité de cogénération.</p> <p>Au cours de l'année 2024, 2 640 m³ de lixiviats ont été traités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC 5 : Conditions de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 63
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Prescription contrôlée : Renvoi à l'article 49 de l'AM 02/02/1998 Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. [...] Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : La vidange des eaux pluviales contenues dans les trois bassins de rétention s'effectue par bâchées après contrôle de la qualité des eaux vers les trois bassins d'infiltration du site. Lors de la visite, l'exploitant a mentionné que les vannes étaient toujours en position fermée et qu'elles étaient ouvertes lorsque les résultats des analyses des rejets ne dépassent pas les seuils prévus. Les dernières analyses ont été faites le 18 décembre 2024 et le 11 mars 2025. Il a été constaté que deux des trois vannes étaient en état de fonctionnement. La 3ème du bassin EP 1 ne fonctionne plus. Un devis est en cours d'élaboration auprès de la société BIOME. Les vannes des bassins EP 2 et EP 3 sont actionnables via un bouton presseur. La vanne du bassin EP 1 est actionnable manuellement via une clé présente près de la vanne. L'exploitant a transmis par mail du 19 juin 2025 le mode opératoire de gestion des eaux pluviales et de mise en fonctionnement des vannes. Les trois vannes ne sont pas signalées. L'exploitant a mentionné par mail du 19 juin 2025 qu'un devis était en cours d'élaboration pour le signallement des vannes. Non-conformité n°2 (fait modéré) : les vannes d'isolement des rejets en eaux ne sont pas signalées sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°2 : il est demandé à l'exploitant de signaler l'emplacement de la vanne de confinement des eaux sous 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : PC 6 : Dispositions diverses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions diverses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de défense incendie du site. Le site est équipé de deux dispositifs de détection de départ d'incendie au niveau de la zone d'exploitation (casier 10) et au niveau du quai. Lors de la visite, il a été constaté dans le local de l'accueil le retour vidéo des deux caméras en place.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu du 7 mars 2025 de la société Securitas Technology concernant la dernière intervention réalisée suite à un problème d'affichage des caméras. Il est stipulé dans le rapport que suite à l'intervention, toutes les caméras sont fonctionnelles.</p> <p>L'exploitant mentionne qu'une alarme se déclenche lorsque l'une des caméras détecte un départ d'incendie. L'alarme est située dans le bâtiment où se trouve l'accueil.</p> <p>L'exploitant mentionne que le site est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 17h. Le dernier arrivage des déchets a lieu vers 16H15.</p>

<p>Lors de la fermeture du site, l'alarme est reportée chez la société INEO Télésurveillance et aux personnels d'astreinte.</p> <p>L'exploitant mentionne qu'aucune ronde n'est faite.</p> <p>Non-conformité n°3 (fait modéré) : Aucune ronde n'est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatifs n°2 : il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments attestant de la formation du personnel d'astreinte et du télésurveilleur en vue de déclencher les opérations nécessaires lorsque l'alarme (heures non ouvrées) est transmise sous 15 jours.</p> <p>Demande d'action corrective n°3 : il est demandé à l'exploitant d'organiser une ronde au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel sous 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : PC 7 : Dispositions diverses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions diverses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le moyen utilisé pour alerter les services d'incendie et de secours est le téléphone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : PC 8 : Exploitation de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site compte 5 salariés et 1 intérimaire.</p> <p>L'exploitant a transmis, pour les 5 salariés, un certificat de réalisation du 2 avril 2024 de la société Manuteo pour la formation suivante : "Équipier de première intervention - manipulation incendie".</p> <p>L'exploitant mentionne que cette formation est renouvelée chaque année. Une nouvelle formation va être organisée.</p> <p>En période non ouvrée, un conducteur d'engin et l'attaché d'exploitation sont d'astreinte, par alternance, pour le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : PC 9 : Exploitation de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant mentionne qu'un exercice de défense incendie a été fait le 7 mai 2025. Il s'agissait d'un exercice "départ de feu sur un engin". Le compte rendu a été présenté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : PC 10 : Exploitation de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y

compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 19 juin 2025 le plan de défense incendie du site. Ce plan est daté du 23 mai 2024 et a été mis à jour le 5 juin 2025.

Ce plan comprend :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées ;

- un plan schématique localisant le bassin d'eau incendie, l'emplacement de la vanne d'isolement en cas de sinistre ;

- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité.

La justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement n'est pas dans le plan de défense incendie mais a été présenté lors de la visite. Le même constat a été fait pour les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies (cf PC n°9).

Non-conformité n° 4 (fait modéré) : Le plan de défense incendie ne contient pas :

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, l'alimentation des différents points d'eau, les réseaux de collecte.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Demande d'action corrective n°4 : Il est demandé à l'exploitant de disposer, sous 30 jours, d'un plan de défense incendie contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, l'alimentation des différents points d'eau, les réseaux de collecte.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours